

Xénophobe, autoritaire et antisociale, stoppons l'extrême droite !

Trouvant ses racines dans la chrétienté médiévale, la théorie d'une « submersion » de la France par un prétendu « envahisseur étranger » recycle, déforme et actualise les idéologies raciales, antisémites et nationalistes.

Ainsi, un récit aux relents complotistes apparaît après la destruction, en 1009, de la basilique du Saint-Sépulcre de Jérusalem par le calife fatimide Al-Hakim et la conversion à l'islam qu'il impose à ses sujets chrétiens. L'Europe installe alors un régime de séparation. Dès le XIIe siècle, des lois sont adoptées par les autorités religieuses et politiques afin de restreindre le risque que représenteraient juifs et musulmans considérés comme une menace. A partir de 1492, la Reconquista, la reconquête de l'Espagne sous domination musulmane depuis 711, par les chrétiens, conduit à l'expulsion des juifs. C'est aussi le début de la conquête de l'Amérique aux dépens des peuples amérindiens, puis le développement de l'esclavage d'Africains. Un ordre racial planétaire se met en place et le monde blanc se perçoit comme supérieur¹. Pour le philosophe Emmanuel Kant (1724-1804), par exemple, « *la nature n'a doté le Nègre d'Afrique d'aucun sentiment qui ne s'élève au-dessus de la niaiserie* »². Cette domination suscite paradoxalement la peur de voir l'ordre racial hiérarchisé prendre fin et donc de nouvelles théories sur l'impossibilité de la coexistence des races. La domination, voire l'extermination, de l'une par l'autre devient inévitable.

La philosophie des Lumières entend sortir des rapports de domination et garantir les droits fondamentaux et les libertés démocratiques indissociables de l'émancipation³. Cette philosophie a toujours été contestée par l'extrême droite, activiste ou intellectuelle, religieuse ou athée, électorale ou radicalisée, aristocratique ou populiste, apôtre de l'inégalité naturelle.

L'extrême droite, une histoire française

L'extrême droite française trouve ses racines dans des mouvements nationalistes et royalistes du XIXe siècle, avec des figures clés telles que Charles Maurras et Maurice Barrès. L'Action française, fondée par Maurras, a été un bastion du nationalisme intégral, prônant le retour à un régime monarchique fort, la défense des valeurs traditionnelles et la hiérarchisation sociale. Ce mouvement a exercé une influence significative en promouvant un nationalisme ancré dans l'identité nationale et la religion catholique, et ses idées ont perduré au fil du temps. Encore aujourd'hui, l'Action française participe à la formation intellectuelle des cadres de la mouvance radicale.

¹ Cette supériorité se retrouve dans l' "Essai sur l'inégalité des races humaines" de Gobineau écrit entre 1853 et 1855, qui est considéré comme fondateur du concept de racisme.

² Emmanuel Kant (1724-1804, Essai sur les maladies de la tête, Observation sur le sentiment du beau et du sublime)

³ Pour Jean-Yves Pranchère, philosophe spécialiste des Lumières et de la pensée contre-révolutionnaire, le "grand remplacement" s'inscrit dans le fil de la contestation du XVIIIe siècle : "Il y a là un fort rejet, non seulement des dynamiques historiques, mais aussi de l'universalisme (...). Les Lumières ont pensé de manière tout à fait différente la particularité nationale, elles la définissent comme un patrimoine ouvert, sans qu'il y ait nécessité de filiation ou d'origine commune".

L'extrême droite est par nature violente. Ainsi, pendant l'entre-deux-guerres, la France a connu une période de troubles politiques marquée par la montée des mouvements d'extrême droite. L'année 1934 est particulièrement marquante pour avoir été celle de l'insurrection du 6 février, également connue sous le nom de l'émeute des ligues. Ce jour-là, des manifestations massives se sont déroulées à Paris, organisées par des ligues nationalistes, royalistes et d'extrême droite, dont l'Action française. Les événements de 1934 ont profondément secoué la Troisième République. Bien que l'insurrection elle-même ait échoué et que le gouvernement ait repris le contrôle, cet épisode a mis en lumière les tensions politiques et la polarisation croissante de la société française. De plus, il a renforcé l'idée, pour certains, que la démocratie républicaine était inefficace pour assurer la stabilité du pays, alimentant ainsi les aspirations à un leadership plus autoritaire.

Cette période a servi de prélude à la montée du régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien que la collaboration entre une partie de la France et l'occupant nazi n'ait pas été uniquement le fait de l'extrême droite, certains cercles nationalistes et autoritaires ont vu dans l'État français de Pétain une opportunité de mettre en place leurs visions politiques. Le régime de Vichy (1940-1944) a été notamment le théâtre de politiques autoritaires et antisémites.

Depuis la guerre, un lent et régulier renouveau européen

Après la seconde guerre mondiale, l'extrême droite est contrainte à un renouvellement idéologique. La fin des colonies et la rapide croissance économique se traduisent par la montée d'une immigration venue du Sud vers l'Europe et la peur de la « submersion démographique » commence à se diffuser.

Considéré comme le père de l'extrême droite moderne, Dominique Venner, dans les années 1960, pose les bases du différentialisme, en opposition radicale à l'universalisme. Il redéfinit le combat nationaliste comme européen, voire occidental, sur le principe d'une hétérogénéité irréductible entre les peuples. On assiste à la résurgence de concepts anthropologiques car, s'il n'y a plus de supériorité ou distinctions raciales, la différenciation passe désormais par la culture. Cette théorie d'un « génocide lent » des peuples européens par l'immigration et le métissage se diffuse dans la « nouvelle droite » autour du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (Grece) dont la principale figure est Alain de Benoist.

Celui-ci détourne même le refus du métissage de Claude Lévi-Strauss, et sa crainte de voir disparaître les nations amérindiennes, pour l'adapter aux Européens et affirmer que l'immigration constitue une « *contre-colonisation* ». Il transforme également l'anticolonialisme de Frantz Fanon en apologie du « *chacun chez soi* ».

Les théories du complot et les « post vérités » ne cesseront alors d'alimenter les thèses de l'extrême droite mais de « La France juive » de Drumont, en 1886, au « grand remplacement », en passant par le racisme contre les "voleurs de travail" qu'ils soient italiens, espagnols, portugais ou polonais, demeure la même crainte de l'autre, celle qu'un peuple homogène se dénature au contact d'un « corps étranger ».

Renaud Camus, qui a popularisé le concept du « grand remplacement » et a assuré sa notoriété aux Etats-Unis, en Europe et au-delà, parle d'une « *guerre en cours, la guerre ethnique pour le territoire* »⁴. Il s'agit bien d'une idéologie raciste et meurtrière qui, des mots aux actes, constitue un appel explicite à chasser l'Autre, musulman, arabe, africain ou migrant.

Toujours dans les années 1960, l'Organisation de l'armée secrète (OAS), est créée en réaction à la décolonisation de l'Algérie. Symbole puissant de l'extrême droite française, ses actions étaient axées sur le maintien de l'Algérie française, allant jusqu'à commettre des attentats et des assassinats pour empêcher l'indépendance algérienne. Bien que l'OAS ait été démantelée et que ses membres aient été poursuivis, elle a laissé une marque indélébile dans l'histoire de la France.

La crise migratoire en Europe, les tensions économiques et les craintes concernant la perte de souveraineté ont alimenté ces mouvements, les conduisant parfois au pouvoir. Certains leaders politiques d'extrême droite ont adopté des discours populistes, prônant des politiques anti-immigration, la préservation de la culture nationale et remettant en question les institutions supranationales telles que l'Union européenne.

Cette tendance à la montée des nationalismes et des idées xénophobes a été observée dans divers pays à travers le monde, souvent accompagnée de débats intenses sur l'identité nationale, la sécurité des frontières et la remise en cause des valeurs démocratiques traditionnelles.

1. L'extrême droite au pouvoir ou la souffrance des peuples

Face à des élites déconnectées de la souffrance du peuple, l'extrême droite est vue par nombre de nos concitoyen·nes comme la seule alternative possible. Comment en est-on arrivé là ?

Les passions tristes telles que le populisme ont constitué des outils stratégiques pour l'extrême droite française, lui permettant de capter l'attention des électeurs en mettant en avant des discours axés sur la préservation de l'identité nationale, la protection des frontières et la souveraineté. Elle a exploité les craintes liées à l'immigration, à la mondialisation et aux menaces perçues sur la culture nationale pour construire une base de soutien solide. Cependant, derrière ce discours nationaliste, ces partis que nous considérons hors de l'arc républicain n'ont aucune ambition de rompre avec le capitalisme libéral, soutenant des politiques économiques axées sur la déréglementation, la libéralisation des marchés et la diminution de l'intervention de l'État dans l'économie.

Les corporatismes, agrarisme et conservatismes ont aussi été des outils pour promouvoir un modèle politique fasciste. Le corporatisme, prônant une organisation socio-économique basée sur des corporations professionnelles ou industrielles, est associé à une vision autoritaire de l'État, où les intérêts de groupes particuliers priment sur les droits des individus et l'intérêt général.

⁴ Le Grand remplacement, Renaud Camus, La Nouvelle Librairie, 2021

L'agrarisme, centré sur la préservation des traditions, la protection des terres agricoles et une vision idéalisée de la campagne, a également été exploité pour renforcer les fondements nationalistes et conservateurs en cherchant à créer un contraste entre la ruralité "authentique" et la modernité urbaine perçue comme menaçante. Le conservatisme se retrouve également dans la résistance aux changements sociétaux. Cela se manifeste dans la volonté de maintenir les structures sociales établies, en s'opposant aux évolutions progressistes de la société, comme le mariage pour tous.

1.1. De la diabolisation aux couloirs des palais

Cette stratégie multidimensionnelle basée sur les peurs irrationnelles, les bouc-émissaires et les conservatismes est redoutable. Elle a permis au Front National de Jean-Marie Le Pen de faire élire 35 député-es en 1986 qui ont tenté de porter le même programme que celui du Rassemblement National aujourd'hui mais sans succès, le barrage républicain ayant été réel à cette époque.

Dans les exécutifs locaux

Malheureusement, l'extrême droite est déjà parvenue à ravir les clés de certaines municipalités françaises et à peser dans de nombreuses collectivités territoriales. Cela a eu des répercussions tangibles et inquiétantes pour les populations concernées, en particulier les minorités et les plus précaires, comme le prouvent les augmentations des indicateurs de pauvreté, par exemple à Béziers avec un taux de 34% et 23,4% de chômeurs⁵.

Le Rassemblement national a réalisé à Hénin-Beaumont des coupes budgétaires drastiques dans les subventions destinées aux associations et structures d'insertion et d'aide sociale, notamment le Secours Populaire qui a failli être expulsé de son local, impactant directement les personnes les plus démunies. À Beaucaire, le maire d'extrême droite a pris des mesures visant à restreindre l'accès aux services sociaux pour les étrangers en situation régulière. La stigmatisation des populations migrantes est partout de mise, notamment à Béziers, avec des affichages publics installés par le maire, l'utilisation de statistiques ethniques et le fichage illégal d'élèves musulmans. Des politiques municipales discriminatoires en matière d'accès au logement social sont également observées à Fréjus, entraînant des difficultés accrues pour les familles les plus précaires.

Si les budgets sociaux et culturels ont baissé, ceux consacrés à la sécurité, à la communication et aux frais de représentation ont augmenté et les promesses de baisse d'impôts n'ont pas été tenues.

Sans compter que le maire, et vice-président du Rassemblement national, David Rachline, érigé en élu exemplaire par son parti, est soupçonné d'atteintes à la probité ce qui a conduit le parquet de Draguignan à ouvrir une enquête préliminaire sur la gestion de sa ville.

De surcroît, dans les villes tenues par l'extrême droite, l'opposition est confrontée à de nombreuses intimidations, voire à des insultes et au harcèlement, et les féministes déplorent les manipulations concernant leur combat et les atteintes aux activités des plannings familiaux.

⁵ INSEE chiffres 2020

On le voit au quotidien dans les villes où l'extrême droite est au pouvoir, elle applique une politique anti-sociale et stigmatisante, axée sur la préférence nationale et détruisant le vivre ensemble.

Dans les exécutifs nationaux européens

Malheureusement l'extrême droite ne progresse pas seulement en France. La crise de l'accueil des réfugiés, en 2015, a constitué un tournant civilisationnel. Elle a permis à l'extrême-droite de développer un projet européen centré sur une forme d'ethnorégionalisme. La composante ethno-culturelle de l'identité européenne pourrait se renforcer et supplanter l'idée civique de l'Europe au travers du fantasme d'une Europe blanche et chrétienne, longtemps refoulé.

Ces dernières années, l'extrême droite a été au pouvoir, seule ou en coalition, dans plusieurs pays européens, avec toujours les mêmes conséquences catastrophiques d'exclusion des minorités et de restriction de l'Etat de droit et des libertés publiques pour la totalité de la population⁶. La vision conservatrice de la société par les extrêmes droites entraîne une stigmatisation accrue des communautés LGBTQI+, la limitation des droits des femmes, des restrictions sur l'avortement et pèse fortement sur les politiques migratoires, notamment le Pacte migration et asile désormais adopté.

A travers l'Europe, la circulation des idées de l'extrême droite vers la droite, naguère un tabou politique, est devenue une banalité. Au-delà des questions migratoires, d'autres sujets rapprochent les droites de leurs extrêmes. Des éléments de la guerre culturelle comme le wokisme⁷ et la contestation de la transition énergétique en raison de ses conséquences sur le mode de vie et le pouvoir d'achat, ont fait leur entrée dans la rhétorique de certains dirigeants conservateurs. Plus ou moins avancée, cette « extrême droitisation » de la droite « traditionnelle » touche la plupart des partis conservateurs européens. Elle s'accompagne, en parallèle, de tentatives de normalisation, voire de « dédramatisation », de la part de certains partis radicaux qui mettent une sourdine à leurs critiques envers l'Union européenne (UE), refoulent leurs penchants pour la Russie et amendent leur programme économique. D'autres, à l'inverse, se décomplexent et n'hésitent pas à reprendre des thèses racistes et complotistes. Le terrible épisode français de l'adoption de la loi "asile immigration" le 19 décembre 2023 par l'extrême droite, la droite traditionnelle et la droite libérale en constitue la démonstration.

Et au Parlement européen

Dans ce contexte, les élections européennes de juin 2024 présentent un risque élevé. Selon une étude de janvier 2024 du groupe de réflexion European Council on Foreign Relations (ECFR), les populistes eurosceptiques devraient arriver en tête dans neuf pays de l'UE - dont l'Autriche, la Belgique, la France et les Pays-Bas - et en deuxième ou troisième position dans neuf autres pays.

Le Parti populaire européen (PPE) et les Conservateurs et réformistes européens (ECR), qui incluent la droite nationaliste et eurosceptique, pourraient s'associer au Parlement européen, modifiant profondément les équilibres traditionnels de l'UE. Cette nouvelle coalition, qui remplacerait celle des

⁶ Voir annexe en fin de document.

⁷ Terme apparu dans la littérature réactionnaire francophone à partir de la racine *woke* dans un sens péjoratif pour stigmatiser la défense des groupes minorisés.

groupes centristes, serait susceptible de s'opposer à une action ambitieuse de l'UE pour lutter contre le changement climatique.

Deux groupes d'extrême droite, Identité et démocratie (ID) avec le Rassemblement national, et l'ECR, comprenant des partis comme Fratelli d'Italia, Vox en Espagne et Droit et justice (PiS) en Pologne, cherchent à renforcer leur influence. Ces deux groupes se mènent une lutte sans merci pour convaincre les nombreux et divers partis européens d'extrême droite de les rejoindre. Identité et démocratie compte dans ses rangs Alternative pour l'Allemagne (AfD), ce parti d'extrême droite devenu encore plus sulfureux depuis la révélation en janvier de ses projets de « remigration » de millions de citoyen·nes. Il a aussi enregistré l'adhésion de partis complotistes et relais de Moscou, bulgare et slovaque. L'ECR a gagné en influence depuis la victoire de Giorgia Meloni en Italie, à l'automne 2022, et pourrait se renforcer avec l'arrivée du Fidesz de Viktor Orbán. Ce groupe renvoie l'image d'une droite radicale néanmoins soucieuse de gouverner. Pendant des semaines, les spéculations allaient bon train sur un rapprochement du RN avec Fratelli d'Italia mais *a priori* il ne devrait pas avoir lieu, Giorgia Meloni ayant finalement décidé d'ouvrir les portes de son groupe aux futur·es député·es de Reconquête, à condition que le parti d'Éric Zemmour franchisse le seuil de 5% des suffrages exprimés. ECR pourrait devenir la troisième force politique du Parlement européen largement devant le groupe libéral Renew dans lequel siègent les élus macronistes.

Ces forces politiques divergent sur des questions clés comme l'atlantisme et le soutien à l'Ukraine et ont du mal à coopérer. Cependant, elles pourraient constituer une "minorité de blocage" au Parlement européen pour façonner une Europe selon leurs visions nationalistes et défier ce qu'elles perçoivent comme une "*réalité bureaucratique, maçonnique*" menaçant les valeurs et l'identité du continent, selon Matteo Salvini, vice-président du Conseil italien. Ainsi, la capacité de la Commission européenne et du Conseil de l'UE à prendre des décisions en matière de politique étrangère -comme le soutien à l'Ukraine- pourrait être compromise.

1.2. Des milices au service d'un parti qui se dit respectable

Des bandes d'ultra droite multiplient les actions violentes contre des personnes racisées⁸, des élus, des militants antifascistes ou des mosquées. Cette externalisation de la violence facilite la « dédramatisation » et la respectabilité de Marine Le Pen et de son parti. Pourtant, cette libération d'un racisme idéologique jusqu'à la violence extrême est le fruit de la normalisation politique et médiatique de l'extrême droite. Cette séparation entre l'ultradroite, terme utilisé par les services de renseignement en référence aux « ultras » de la guerre d'Algérie, et extrême droite légaliste et électoraliste se heurte aux réalités du terrain. Dans la pratique, les liens interpersonnels et amicaux sont importants et il arrive que les uns et les autres se mêlent lors d'événements violents. Cette forme de « double appartenance » est tolérée tant qu'elle reste discrète.

Légaliste ou violente, il s'agit d'une même idéologie qui repose sur l'ethnocentrisme et l'autoritarisme. Le Rassemblement national aujourd'hui peut d'autant plus se permettre de jouer les élus responsables à l'Assemblée nationale que d'autres font le travail à sa place dans la rue. C'est pourquoi il vaut mieux qualifier « d'extrême droite » l'ensemble des courants identitaires, nationalistes révolutionnaires, néofascistes, néonazis, catholiques intégristes, etc. quels que soient leurs modes d'action.

⁸ Personnes susceptibles d'être victimes de discriminations racistes

Si la même idéologie anime les différents groupuscules d'extrême droite et les partis « respectables » que veulent être le Rassemblement national et Reconquête, un passé très récent et une actualité brûlante démontrent la porosité permanente entre ceux qui se disent d'accord sur tout sauf sur le niveau de violence applicable à l'action politique.

Jordan Bardella, président du RN, a dit récemment que « *la violence d'ultradroite s'est construite contre le RN* ». La stratégie constante de respectabilité du Rassemblement national portée par Marine Le Pen serait remise en question par les actes inconsidérés des groupuscules activistes capables de se mobiliser pour « *défendre* » physiquement les frontières dans les Alpes, agresser les communautés LGBT à Bordeaux, attaquer les « gauchistes » à Lyon ou tenter une ratonnade collective insensée à Romans-sur-Isère.

Le problème, c'est qu'au-delà des déclarations, des sigles et des programmes officiels, les liens humains entre l'action politique et l'action violente de l'extrême droite ont toujours existé et existent encore.

Pour faire simple, deux grandes tendances de l'extrême droite violente structurent plus ou moins les groupuscules actuels qui selon les services du ministère de l'Intérieur comptent plus de 3 000 membres dont la moitié fichés S.

La tendance historique issue de l'Action française, pétainiste, souverainiste, parfois royaliste, ultra-conservatrice, à tendance catholique et avant tout raciste est représentée ces dernières années par Génération identitaire (2012-2021). Ce groupe de jeunesse est issu du Bloc identitaire dont le membre le plus connu, Philippe Vardon est devenu conseiller régional RN à Nice avant de glisser vers Reconquête. Un autre lien direct entre cette mouvance et le RN se trouve dans la campagne électorale de Sébastien Chenu, député et vice-président du parti, lors des Régionales de 2021 qui s'entoure de conseillers bien connus, Damien Rieu (cofondateur de Génération identitaire) en tant que conseiller et Thaïs d'Escufon (porte-parole) en tant que "community manager". Ce groupe qui a réussi par ses actions violentes et spectaculaires à acquérir une visibilité médiatique a été dissous en mars 2021 mais s'est réactivé immédiatement sous l'intitulé d'Argos.

La tendance nationaliste révolutionnaire issue d'Occident, violente, militarisée, parfois néo-nazie revendiquée, globalement qualifiée de néofasciste et avant tout raciste est représentée par le GUD et ses différents avatars. Ce groupe, désormais très éloigné du syndicalisme étudiant, plusieurs fois mis en sommeil, s'est reconstitué en 2022 dans une version clairement et officiellement néo-nazie. Deux militants historiques du GUD sont bien connus pour leurs liens avec le FN puis le RN, Axel Loustau et Frédéric Chatillon. Le premier était jusqu'en 2021 conseiller régional d'Île-de-France sous l'étiquette FN, puis RN, le second est toujours prestataire de service du RN (et du FN avant lui) en matière de communication numérique et de propagande électorale (les kits de campagne proposés par Jeanne, le microparti de Marine Le Pen, dont le trésorier s'appelait Axel Loustau⁹). Et ce, alors qu'Axel Loustau est resté très impliqué dans la mouvance néo-nazie, à travers les Zouaves de Paris puis, après leur dissolution, auprès du nouveau GUD !

⁹ Voir les liens qui unissent Loustau, Chatillon et Marine Le Pen en consultant les nombreux documents sur les affaires de la société Riwal de Chatillon, du financement du micro-parti Jeanne de Marine Le Pen et des errements récents de Loustau auprès des Zouaves de Paris de Marc de Cacqueray, noble et nazi (Streetpress).

1.3. Médias, réseaux, une atmosphère nauséabonde

Dans le paysage médiatique contemporain, une atmosphère nauséabonde s'est installée, confondant souvent le "populaire" avec le "populisme". Cette "*grande confusion*"¹⁰ s'est propagée avec d'autant plus de facilité que les grands médias se trouvent de plus en plus concentrés dans les mains de millionnaires qui poursuivent des objectifs politiques clairs d'extrême droite.

S'y ajoute la concurrence des chaînes d'information en continu qui alimente les surenchères, les petites phrases et le "buzz". Ainsi, l'offensive menée par Vincent Bolloré dans le monde des médias a été significative. Son contrôle sur des chaînes telles que Canal+, C8 et CNews contribue à propager une ligne éditoriale populiste et raciste. Et ce sensationnalisme paie : CNews a récemment surpassé BFM TV en termes d'audience. Ainsi, les chaînes les plus regardées sont celles qui colportent des fake news et tiennent des émissions d'opinion scriptées où on ouvre les portes aux toujours mêmes débatteurs, sans expertise ni contradiction sérieuse, sur des thématiques sans cesse recyclées afin de créer un effet de répétition qui manipule un public captif. Et les acquisitions du groupe Lagardère avec Europe 1 et Paris Match, du Journal du dimanche, du groupe Prisma Media avec Capital ou Télé-Loisirs, prouvent une réelle volonté du milliardaire breton d'influencer l'orientation politique du pays.

Parallèlement, internet est devenu le terrain fertile pour la propagation de ce que l'on appelle les "vérités alternatives", incarnées notamment par des mouvements tels que QAnon. Ces théories du complot se sont répandues à travers les plateformes en ligne, semant la confusion et alimentant une vision biaisée de la réalité, généralement en faveur des idées d'extrême droite. Dans ce contexte, la modération dans le traitement de l'information et les règles européennes deviennent illusoires comme l'illustre le rachat de Twitter par Elon Musk qui a réduit la modération sur la plateforme à néant, contribuant ainsi à l'amplification de discours polarisés et déstabilisants. Cette absence de modération fait craindre des risques aggravés de manipulation, voire d'ingérence étrangère, tant l'intelligence artificielle (IA) s'est perfectionnée ces dernières années. Les "deep fake", génération d'images ou encore la synthèse sonore ont atteint un tel niveau de réalisme qu'ils doivent nous amener à douter de tout contenu en ligne. Qui plus est quand on voit que l'extrême droite a déjà su constituer des armées de "trolls", parfois étrangers, voire automatisés, pour inonder le net à tout propos et surtout hors de propos.

Il faudrait également observer de près la tectonique des plaques sémantiques en cours dans notre pays déboussolé. Le désastre commence par les mots dont l'acceptation et la banalisation deviennent ensuite des actes qui nous accoutument au pire. En l'occurrence « barbarie », « ensauvagement » quand ce n'est pas la « *décivilisation* » (titre du livre de Renaud Camus de 2011) dénoncée par Emmanuel Macron dans un amalgame grossier entre des événements sans aucun rapport, désignent une « *violence* » indistincte comme le mal principal qui gangrènerait une France au bord de la guerre civile que d'aucuns appellent de leurs vœux.

Les coupables, ou plutôt les boucs émissaires, n'ont pas besoin d'être nommés tant le sous-texte apparaît inutile. Ces mots embarquent dans leur sillage la vision coloniale de populations foncièrement barbares, opposées à celles dont l'origine garantirait le degré de civilisation et renvoient aux idéologies fascistes de l'inégalité et de la hiérarchie des humanités. Concept aux contours indéfinis, qui permet d'englober

¹⁰ La grande confusion, Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées, Philippe Corcuff, Textuel

l'intégrisme et le terrorisme, « l'islamisme » est devenu le mot-valise auquel on accole, en reprenant l'imaginaire colonialiste celui de « séparatisme », jusque dans la loi du 24 août 2021.

Fantasmés en une communauté indistincte, dangereuse par essence, menaçante et envahissante, les musulmans, les étrangers, les migrants, les exilés, sont la cible ordinaire et emblématique de ce racisme restauré et assumé.

2. Face au fascisme, faire front

Comment a-t-on pu en arriver là et donner l'image d'une France confinée dans ses relents les plus rances. Une droite réactionnaire qui impose ses thématiques et finit par se respectabiliser. L'universalisme confondu avec l'occidentalisme et l'impérialisme, l'antiracisme assimilé à « l'islamogauchisme », le féminisme au « wokisme », l'écologie au terrorisme. Ce retournement idéologique s'appuie sur un basculement du monde à la fois géopolitique, écologique, social, et individuel, qui bouscule nos sociétés.

Le premier basculement est d'ordre géopolitique. Nous vivons un grand décentrement du monde, dont l'Europe n'est plus le centre de gravité à la fois en termes démographiques, économiques et militaires. L'intensification de la mondialisation, avec ses délocalisations, la montée en puissance de la Chine et de l'Asie, ont profondément bouleversé l'économie mondiale et accru les dépendances. L'escalade des tensions et des conflits, depuis la fin de la guerre froide, le retour de la guerre sur le continent européen, l'incapacité des institutions internationales à agir, la « désoccidentalisation » du monde et la montée en puissance d'un « Sud global » qui pointe à la fois les tragédies du passé et les impérities du présent, réactivent les peurs au point de convoquer de « nouvelles croisades » dans la dialectique de l'affrontement Orient-Occident, eux contre nous.

Le deuxième basculement est lié aux crises environnementale et sanitaire. Cette nouvelle ère, appelée « anthropocène » ou « capitalocène », n'est pas une simple crise climatique, mais un « basculement géologique » qui inaugure « une nouvelle condition humaine ». Les réactionnaires oscillent entre déni climatique, pari sur les solutions technologiques et agrarisme. La perte des repères, le changement inéluctable des modes de vie, effraient ceux et celles qui tentent de s'accrocher à un passé mythique rassurant.

Enfin, le dernier bouleversement touche l'intimité, notamment à travers les évolutions dans le genre et la sexualité. Le mouvement #metoo et la reconnaissance du consentement, la mise au jour des violences sexistes, la « fin de la domination masculine » constituent un « séisme anthropologique », observe le philosophe Marcel Gauchet (Le Débat, mai-août 2018), une « panique morale » comme si le monde traditionnel et ses valeurs étaient menacés de disparition.

Car la crainte du « grand remplacement » ne consiste pas seulement à affirmer que les Européens seraient remplacés par les Africains, mais aussi, précise Renaud Camus, « *les hommes par les femmes* ». Narendra Modi, Jair Bolsonaro, Donald Trump, Viktor Orban, Vladimir Poutine... tous les dirigeants populistes de droite, et leurs aspirants comme Éric Zemmour, sont des incarnations de cette masculinité hégémonique. Il importe donc, pour l'extrême droite, de s'opposer aux réformes profondes de la société et de réhabiliter la famille, et son ordre patriarcal, à la fois point de repère et réseau d'entraide.

C'est pourquoi une partie des intellectuels progressistes considère que la gauche aurait abandonné le social au profit du sociétal, les ouvriers pour les minorités, et aurait ainsi laissé la place aux discours réactionnaires. Cependant, à Génération·s, nous nous engageons résolument à porter une politique de rupture et de solidarité qui ne hiérarchise pas ces revendications mais les considère au contraire comme les deux volets d'un même combat.

2.1. Veiller, comprendre, dénoncer

Face à des médias qui offrent une tribune privilégiée à l'extrême droite et à ses idées, nous considérons que la bataille idéologique et culturelle joue un rôle essentiel pour contrer son essor et limiter son influence dans la sphère politique et sociale. Nous ne pouvons demeurer simples spectateurs d'une déstabilisation qui porte atteinte à nos droits et libertés publiques et manipule les opinions. Ainsi, nous proposons de mettre en place une cellule de veille et de riposte face à l'extrême droite.

Pour cela, Génération·s soutient les structures comme l'Observatoire national de l'extrême droite (ONED), la cellule "Riposte" de SOS Racisme, la Confédération européenne des syndicats (CES) qui mobilise les organisations syndicales européennes, sans oublier les initiatives locales pour les aider dans leur tâche de structuration de nos combats et contrer le racisme latent dans la société et les médias, en associant tous les syndicalistes, militants politiques, chercheurs, scientifiques, journalistes, élus et citoyens engagés.

Mais cela ne pourra aller sans une garantie pleine et entière de l'indépendance des rédactions et la modération des réseaux sociaux. Ainsi, il faut conditionner les aides publiques ou l'attribution de fréquences à un vote d'approbation des journalistes employés par la rédaction pour toute nomination d'un directeur ou d'une directrice de rédaction. Par ailleurs, il faut réinstaurer un financement direct (redevance ou autre système) de l'audiovisuel public par le peuple, pour garantir l'indépendance du choix éditorial.

Toujours dans l'objectif de limiter la propagation des idées racistes dans le paysage médiatique, il nous faut instaurer une inéligibilité automatique pour cinq ans en complément des condamnations pour Incitation à la haine, à la violence ou à la discrimination raciale.

Enfin, le vivre-ensemble, qui est un rempart indispensable contre les idées d'extrême droite, peut être renforcé par les mesures suivantes :

- le vote des étrangers aux élections locales, en étudiant un délai de résidence minimum sur le territoire ;
- le CV anonyme, mesure votée par le Parlement sous Sarkozy mais dont le décret d'application n'a jamais été signé ;
- une inspection contre les discriminations, calquée sur le modèle de l'inspection du travail.

2.2. Construire la riposte républicaine et sociale

Nous devons mener le combat sur le terrain de l'extrême droite, porter la contradiction sur leurs thèmes. Il nous faut être capables de porter un projet de gauche sur la sûreté, sur la puissance publique, sur la justice, combattre la haine sous toutes ses formes et retrouver à gauche l'internationalisme qui fait notre

force. C'est au regard de ce dernier qu'il nous faut avoir le courage de porter une réelle politique de solidarité et de fraternité avec les exilé-es.

Contrairement aux diktats de l'extrême droite, le seul "grand remplacement" qu'il y ait c'est celui des services publics de proximité dans nos territoires par des automates et des sites web, la fermeture des classes et la disparition des services de santé et des commerces.

Nous affirmons un droit à la tranquillité publique sans avoir recours au "tout sécuritaire". Ainsi, la sécurité ne peut être réduite à des solutions autoritaires et répressives en se contentant d'augmenter les effectifs de police. La sûreté publique implique une police présente sur le territoire, adaptée aux besoins de proximité, bien formée, notamment aux techniques de "mise à distance" et de désescalade, et respectueuse des citoyen.nes. Il s'agit ainsi de limiter les contrôles d'identité et les fouilles en expérimentant le récépissé de contrôle d'identité. La confiance dans la police et la justice doit être retrouvée.

Pour cela, une autorité indépendante devra remplacer l'IGPN et l'IGGN, les moyens humains et financiers de la justice devront être décuplés, les conditions de travail des policiers et des gendarmes améliorées (et la rémunération sur prime limitée), en rénovant en parallèle le code de déontologie de la police. Enfin, retrouvons le terme de gardiens de la paix et offrons-leur une formation initiale portée à deux ans, renforçons la formation continue obligatoire des policiers, en axant celle-ci davantage sur l'accueil aux victimes (notamment de violences sexuelles et sexistes et des personnes LGBTQIA+).

Pour qu'une autorité soit respectée il faut une grande réforme de la justice. Donner des moyens pour une réactivité plus opérationnelle, adapter les sanctions pour passer d'un système carcéral à un système plus inclusif et à un accès au droit pour tous.

Cela implique également d'avoir davantage d'éducateurs spécialisés dans une approche globale, basée sur la prévention, la justice sociale et la solidarité. Cela signifie investir dans l'éducation, les services sociaux, la création d'un véritable service public de la médiation pour faire vivre le respect des autres, le dialogue et la démocratie. En renforçant les liens communautaires et en luttant contre les inégalités, nous construirons des sociétés plus sûres et résilientes.

Pour faire vivre une égalité réelle, il faut restaurer les services publics, patrimoine de ceux qui n'en n'ont pas. Il est urgent de donner du sens à la puissance publique pour promouvoir l'intérêt général au lieu de l'individualisme, la solidarité plutôt que le repli sur soi, les citoyen.ne.s avant les consommateurs.trices.

De plus, l'accueil des étrangers et l'intégration sont des piliers de notre identité humaniste. La gauche n'abandonne personne ; au contraire, elle prône une politique d'accueil responsable, respectueuse des droits humains et basée sur l'empathie. L'inclusion n'est pas une assimilation forcée mais un processus bidirectionnel favorisant la diversité culturelle et renforçant le tissu social. Nous valoriserons les contributions des migrants à nos sociétés et chercherons à créer des environnements inclusifs où chacun puisse s'épanouir. Enfin, l'immigration est une chance pour notre société : notre système de sécurité sociale croulerait sous les déficits sans l'apport des nouveaux arrivés, l'âge de départ à la retraite reculerait encore de plusieurs années sans leur contribution, sans compter l'apport bénéfique des étudiants étrangers, que ce soit en termes économiques ou pour le "rayonnement" de la France.

Par ailleurs, notre approche de l'écologie, contrairement aux idées reçues, va au-delà des clivages entre urbains et ruraux. La transition écologique doit être adaptée à chaque territoire, prenant en compte les réalités spécifiques et les besoins locaux. Quand on parle de réduction du parc automobile, c'est pour la ville, pas pour les ruraux ! Quand on parle de réouverture de petites lignes de trains, c'est pour les ruraux ! Quand on parle d'augmentation de l'agriculture bio et de planifier la fin des subventions à l'agriculture industrielle qui étouffe financièrement nos paysan·nes, c'est pour améliorer la santé de tous·tes et des agriculteurs·rices d'abord et dans une perspective de repeupler nos territoires ! La réduction des intrants chimiques est également une nécessité pour améliorer leur environnement ainsi que l'état de nos cours d'eau et de nos océans.

Ainsi, nous portons une écologie rurale, qui écoute les craintes, mais ne s'oppose pas aux consensus scientifiques. Un exemple : les bassines peuvent être très ponctuellement des solutions adaptées au défi de l'appauvrissement de la ressource en eau mais dans la grande majorité des territoires ce n'est pas le cas, le GIEC parlant même de mal-adaptation au changement climatique.

La transition de notre modèle de société de consommation vers une société écosocialiste est inéluctable pour répondre aux défis environnementaux tout en soutenant les économies locales. Cette transition ne peut être une lutte entre citadins et ruraux, autrement la lutte contre l'effondrement de la biodiversité et le changement climatique échouera.

Notre force : la fraternité !

N'être que dans une opposition défensive reviendrait à se replier sur nous même, réticents à l'idée d'avenir. Au contraire, face aux facilités et aux lâchetés des temps, soyons porteurs d'un projet ambitieux qui s'appuie sur la société généreuse et solidaire qui fait la France.

Pour ne pas être de ceux qui laisseraient l'extrême droite accéder au pouvoir, Génération·s portera son projet, celui d'une France fraternelle. Nous devons affirmer, avec tous les humanistes, la gauche et les écologistes, que nous ne laisserons pas s'installer dans les esprits et dans les urnes les théories racistes et complotistes. Ensemble, nous devons mener les luttes sociales de plain pied - des plus sectorielles au plus globales - en fédérant autour de nous celles et ceux qui luttent. Ensemble, nous devons mener la lutte contre toutes les oppressions, avec et en soutien des femmes et hommes concerné·es.

Quarante ans après la marche pour l'égalité et contre le racisme, face à la haine et au rejet de l'autre, affichons notre projet de vivre ensemble, dans une France solidaire, fière d'incarner ses valeurs, celles qui ont construit notre République et sont inscrites dans notre devise : Liberté, Egalité Fraternité. Ne laissons pas s'installer une croyance en une République ethnique, ne laissons pas s'installer une xénophobie d'Etat qui conduirait à faire de l'autre, de l'étranger, une menace pour notre société. Ne laissons jamais s'installer l'idée que les « vrais » Français ne seraient que ceux qui prônent l'exclusion et le repli sur soi.

Affichons la France de l'accueil et de la générosité, portée par tant de Français et de Françaises sur les territoires. Celles et ceux qui font œuvre pour le bien commun dans la bienveillance, la solidarité, la fraternité et pour l'égalité des droits.

Nous nous devons de gagner cette bataille de la fraternité et de la dignité, celle que nous renvoie Paul Ricœur, ce « *quelque chose qui est dû à l'être humain du fait qu'il est humain* » et nous la gagnerons par l'unité !

Annexe : L'extrême droite au pouvoir : focus sur nos voisins européens

En Hongrie et en Pologne, par exemple, les gouvernements du Fidesz et du PiS ont restreint l'État de droit et les libertés publiques, imposant des réformes qui affectent directement la vie quotidienne des citoyen·nes. Ces actions ont eu des conséquences négatives sur les services sociaux, la santé, l'éducation et les allocations sociales, particulièrement pour les plus démunis.

La réforme de la justice en Hongrie, démantèlement de la Cour constitutionnelle, mise à la retraite des juges, création de l'Office national judiciaire (OBH) qui a le pouvoir de nommer et destituer tous les juges du pays, a valu au pays des sanctions de la part de l'Union européenne. Le secteur des médias a aussi été totalement remodelé et mis au pas. La nouvelle Constitution de 2012 inscrit les racines chrétiennes du pays, le mariage comme union entre un homme et une femme, et la protection de la vie dès son commencement. De même, la Pologne, dès 2015 va éroder la séparation entre pouvoirs exécutif et judiciaire et contester la suprématie du droit communautaire européen, ouvrant une crise majeure, avec Bruxelles. Plus tard, le gouvernement PiS (Droit et justice) politisera le Conseil national de la magistrature et prendra le contrôle des médias publics.

Dans les deux pays, il s'agit de mettre en place un ordre nouveau sur le plan institutionnel. Cette politique se déploie également dans la réécriture du récit national, l'instrumentalisation de l'histoire, notamment vis-à-vis du IIIe Reich, et la relecture d'un passé douloureux.

Par ailleurs, les deux pays développent une vision ultraconservatrice de la famille et de la société mais sans soutien particulier aux plus démunis. Sous son premier mandat, le PiS lance la mesure dite « 500+ », une allocation de 500 zlotys mensuels (environ 116 euros) pour les couples à la naissance de leur deuxième enfant, et Orbán offre une allocation aux couples qui s'engagent à en avoir trois. À Varsovie, la disparition du droit à l'avortement, déjà extrêmement restrictif, entre en vigueur fin 2020 et un climat homophobe s'empare des médias publics, alors qu'une centaine de collectivités locales se déclarent « *zones sans idéologie LGBT* ». L'exécutif hongrois quant à lui part en guerre contre les études de genre puis la supposée propagande homosexuelle dans les écoles et une loi est votée pour interdire la « *promotion* » de l'homosexualité auprès des personnes mineures.

Enfin, à peine esquissé par la Commission européenne, le projet de répartition de 160 000 demandeurs d'asile sous forme de quotas entre les différents États membres est d'emblée rejeté par Varsovie et Budapest qui font construire des clôtures aux frontières de leur pays. Projet similaire en Pologne, où une arrivée toute relative de personnes exilées *via* le Bélarus fin 2021 entraîne une répression féroce de la part des autorités : refoulements à la frontière et entorses au droit d'asile. De nouveaux murs s'élèvent ainsi en Europe après la disparition du mur de Berlin en 1989.

Puis vient le tour des ONG : au début de son troisième mandat, Orbán fait voter une série de lois visant les organisations engagées dans l'aide aux personnes exilées et la défense des libertés publiques, sur l'exemple de la Russie.

Les politiques menées sont qualifiées « d'illibéralisme » en Hongrie, d'autoritarisme néolibéral en Pologne. Dans les deux cas, c'est en effet une politique traditionaliste qui se met en place mais sans

aucune dimension sociale et avec des avantages considérables accordés aux entreprises. C'est ainsi que, sous Orbán, la Hongrie a subi d'importantes coupes dans les budgets santé et éducation et dans les allocations sociales, pourtant déjà limitées dans le pays. La durée d'indemnisation du chômage est passée de neuf à trois mois maximum, les indemnités de compensation des bas revenus ont été supprimées, les SDF ont été criminalisés et le code du travail attaqué. L'emploi s'est précarisé et le nombre de travailleurs pauvres a fortement augmenté. En Pologne, malgré son discours social qui lui a permis de conquérir une grande partie des voix des laissés-pour-compte du virage ultralibéral des années 1990, le PiS a mené le même type de politique.

À l'échelle nationale comme à l'échelle européenne, ces deux partis ont contribué à la droitisation de l'électorat et à la propagation d'une parole officielle xénophobe, qui a lourdement pesé sur les choix européens faits sur les dossiers migratoires. Pourtant, ils sont aussi le symbole des limites de l'extrême droite. En raison de ses positions pro-russes, le Fidesz de Viktor Orbán est jugé infréquentable par beaucoup de forces de droite traditionnelle, et la coalition centriste et pro-européenne, menée par Donald Tusk, a remporté le 15 octobre 2023 les élections législatives, mettant fin à huit ans de règne des nationaux-conservateurs du PiS. La défaite est cuisante pour le PiS d'autant plus que le référendum sur les questions migratoires, le même jour, a lui aussi échoué faute de participation suffisante.

L'Italie de Giorgia Meloni, et de Fratelli d'Italia, parti postfasciste, au pouvoir depuis octobre 2022, est considérée comme un laboratoire politique, celui où la fusion des droites traditionnelles et radicales, la Ligue de Salvini et Forza Italia de Silvio Berlusconi, catalyse l'arrivée à la fonction suprême de la cheffe d'une formation d'extrême droite.

La présidente du conseil, qui fustigeait quelques années plus tôt la technocratie bruxelloise, a pris soin, dès son arrivée au pouvoir, de démontrer sa volonté de se conformer aux règles européennes. Son orientation politique fait figure de « techno-souverainisme », mélange de capacité à rassurer Bruxelles, ses alliés internationaux et l'opinion publique extérieure, tout en maintenant un programme de droite radicale sur des questions plus culturelles et destinées à une opinion publique intérieure.

Ainsi, la fin du revenu de citoyenneté, une sorte de RSA mis en place en 2019, a été annoncée le 1er mai 2023, le jour de la fête internationale des travailleurs et travailleuses. Il bénéficiait à des millions de personnes et avait permis de sortir un million de personnes de la pauvreté. Supprimé pendant l'été pour la plupart des bénéficiaires, il disparaîtra définitivement le 31 décembre 2023, remplacé par un « chèque d'inclusion » limité et restrictif.

Il est impossible de saisir vraiment la politique italienne sans mesurer l'angoisse démographique qui étreint le pays, comme d'ailleurs la Pologne et la Hongrie. Le gouvernement Meloni est sans doute moins nataliste que nativiste car s'il veut soutenir la natalité, c'est au sens de l'ethnicité italienne, afin d'éviter ce qu'il nomme « une substitution ethnique ».

Le dernier point saillant de la reconfiguration opérée par l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir est constitué par les attaques envers les exilés, les femmes et les minorités : obligation faite aux bateaux des ONG qui secourent les migrants en mer de débarquer dans les ports lointains du nord de l'Italie et

immobilisations sous des prétextes divers ; mise en place d'un « état d'urgence migratoire » qui n'a pas eu les effets escomptés. C'est pourquoi Giorgia Meloni, dans ce domaine comme dans d'autres, fait preuve de pragmatisme : elle a décidé de faire entrer 452 000 travailleurs étrangers d'ici 2025, à l'inverse de ses promesses de bloquer l'immigration.

Le parti populiste slovaque Smer-SD, dirigé par l'ancien premier ministre Robert Fico, a remporté le scrutin législatif en **Slovaquie** le 5 octobre 2023. Pendant sa campagne, il a juré que son pays n'enverrait pas « une seule munition » à l'Ukraine et appelé à de meilleures relations avec la Russie. Sur le plan international, la Slovaquie se positionne du côté de la Hongrie. Le second tour de l'élection présidentielle, le 6 avril 2024, constitue un véritable référendum sur ce sujet en opposant un candidat de l'opposition libérale pro-européenne, favorable au soutien militaire à Kiev, à un proche du premier ministre qui a basé toute sa campagne sur l'arrêt de celle-ci. Parallèlement, Monsieur Fico tente de consolider son pouvoir au plus vite en s'en prenant à la justice et aux médias publics.

Aux Pays-Bas, le parti de Geert Wilders, le PVV, est arrivé en tête des législatives du 22 novembre 2023. Xénophobe, islamophobe et partisan d'une sortie de l'Union européenne, ce parti d'extrême droite réclame notamment la fermeture des mosquées et l'interdiction du Coran. Il constitue le résultat de deux décennies de normalisation des discours xénophobes et un cas d'école d'échec d'une stratégie de contention qui s'est traduite par la reprise des idées et la légitimation des représentants de l'extrême droite.

En **Suède**, la bascule n'a pris que quelques années. La victoire, en octobre 2022, des Démocrates de Suède (SD), héritier d'un groupe néonazi, est presque totale. L'accord gouvernemental avec les conservateurs, les libéraux et les chrétiens-démocrates a repris des pans entiers de leur programme, tout en les impliquant, à tous les niveaux, sans qu'ils aient à assumer les responsabilités qu'impose la participation à un gouvernement.

Au **Danemark**, ce sont les sociaux-démocrates qui poursuivent une politique extrêmement hostile aux réfugiés, sous la pression du Parti du peuple danois. Ce triomphe de la xénophobie dans ce royaume longtemps cité en exemple en matière d'État-providence, est devenu un modèle pour la droite et l'extrême droite françaises.

En phase avec les exigences de l'extrême droite, le parti Les Vrais Finlandais, la **Finlande** a également concédé une politique de réduction drastique de l'asile.

Créditée de 25 % des voix, l'extrême droite flamande incarnée par le Vlaams Belang est annoncée comme la gagnante des élections générales prévues en **Belgique** en 2024. Pour faire mentir ce pronostic, la droite nationaliste et conservatrice a depuis longtemps intégré une partie de ses thèmes, lutte contre l'immigration, le féminisme et le wokisme, mais refuse une éventuelle coalition sauf si le Vlaams Belang coupait ses liens avec des courants de l'ultradroite identitaire.

L'Allemagne, que l'on a longtemps pensée prémunie de l'extrême droite pour des raisons historiques, le cordon sanitaire a cédé. L'AfD (Alternative für Deutschland) remporte des villes, y compris moyennes comme Pirna, en Saxe le 17 décembre 2023. Élection après élection, le parti d'extrême droite poursuit sa marche vers le pouvoir et la normalisation tout en se radicalisant. Il est crédité de plus de 20% à l'échelle nationale et arrive largement en tête dans plusieurs régions. Cet essor d'une extrême droite

de plus en plus décomplexée, des candidats aux élections européennes soutenant publiquement la théorie du “grand remplacement”, a conduit les services de renseignement à lancer une alerte et remis en débat l’interdiction de l’AfD.

En **Autriche**, le Parti de la liberté (FPÖ), actuellement dirigé par un très proche de Moscou, caracole en tête dans les sondages en vue des élections législatives de 2024 mais génère des réactions de rejet au sein du parti conservateur ÖVP pour son opposition aux sanctions européennes envers la Russie. L’ÖVP fut pourtant un des premiers à rompre le « cordon sanitaire » avec l’extrême droite en formant une coalition avec le FPÖ dès 1998 et gouverne toujours avec lui trois régions autrichiennes.

En **Espagne**, Vox, parti néo franquiste, codirige Castille-et-León, la plus vaste des 17 régions d’Espagne depuis février 2022, avec le Parti populaire (PP) et a imposé des coupes dans les budgets des services publics. Lui aussi se radicalise en ajoutant d’autres ingrédients du populisme de droite à son programme : il nie le changement climatique, comme il nie les violences machistes. Imprégné d’un culte de la virilité et nostalgique d’une image de la famille catholique traditionnelle, il se bat contre les lois « *de genre* » et l’élargissement des droits LGBT ou l’avortement.

Les élections anticipées au **Portugal**, le 10 mars 2024 suite à la démission d’Antonio Costa, ont permis au parti Chega (Assez), de devenir la troisième force du pays avec 48 députés. La crise qu’a connue ce pays, sur fond d’affaires de corruption, a constitué l’un des principaux carburants de ce parti qui n’a de cesse de dénoncer « la corruption des élites ». Mais au-delà de ses attaques incessantes contre les minorités Roms, Chega s’appuie sur la défense des valeurs traditionnelles, en reprenant les slogans du salazarisme comme « Un leader, un pays, un destin. Une force, une espérance, une foi » et les saluts « à la romaine ». Son leader, André Ventura veut aussi en finir avec la révolution des Œillets du 25 avril 1974 avec une nouvelle constitution qui mettrait un terme à l’exception portugaise proscrivant le populisme.

Les différents partis européens qualifiés d’extrême droite mènent parfois des politiques divergentes. S’ils ont en commun le refus du migrant/musulman et de l’islam, les « valeurs européennes » sur lesquelles ils s’appuient peuvent être contradictoires. Pour certains la tradition chrétienne impose une hostilité à la liberté sexuelle et au mariage pour tous alors que d’autres prônent des mœurs européennes opposées à l’intolérance supposée des musulmans, les poussant à soutenir le féminisme contre le voile et les LGBT contre l’homophobie. Bien que les sociétés européennes votent de plus en plus à droite, elles sont aussi de plus en plus tolérantes sur le plan des mœurs. Les nouveaux droits, avortement, mariage pour tous, s’inscrivent dans les législations de la plupart des pays et les partis populistes qui tentent de les remettre en cause échouent aux élections. En Pologne, le PiS a perdu en 2023 surtout sur la question de l’avortement. En Espagne, la même année, le parti populiste Vox qui avait fait campagne contre l’avortement, le mariage gay et le durcissement des lois anti- féminicide a, dans un contexte de montée de la droite, perdu 2,7 % des voix, alors que le Parti Populaire, qui avait voté le droit au mariage homosexuel en a gagné 13 %.

Ainsi, le populisme qui gagne en Europe est un populisme libertaire qui entérine les nouvelles valeurs sociétales mais ne les inscrit pas dans un système de démocratie parlementaire. Marine Le Pen l’a bien compris, qui définit l’identité de la France par la laïcité et non par le christianisme. Elle ne remet en cause ni le droit à l’avortement ni le mariage pour tous alors que Marion Maréchal ne décolle pas. Geert Wilders, vainqueur des élections hollandaises de décembre 2023, a un programme résolument libéral

sur la question des mœurs et Giorgia Meloni a bien compris cette dynamique et se contente, dans une société vieillissante et conservatrice, de criminaliser la GPA

Annexe : Votes du RN au Parlement européen

Jordan Bardella est connu pour son dilettantisme au Parlement européen. Il ne s'est inscrit qu'à une seule commission, celle des pétitions, la moins influente puisqu'elle ne traite d'aucun dossier législatif. Il préfère les sessions plénières mais n'a rédigé que 21 amendements depuis 2019, alors que Manon Aubry en a déposé plus de 3 000, et n'a produit aucun rapport.

Sur les quelque 18 000 votes effectués depuis le début du mandat, Bardella n'a voté comme la majorité du Parlement que dans un tiers des cas. Il a voté contre les accords de libre-échange et l'élargissement de l'UE à l'Ukraine. Après s'être abstenu à plusieurs reprises ces dernières années au moment de dénoncer la situation d'Alexeï Navalny en Russie, le président du RN a fini par voter, le 26 février 2024, une résolution qui condamne l'assassinat de l'opposant à Vladimir Poutine. Il a aussi fait volte face sur la Russie, avant et après l'invasion de l'Ukraine.

Le RN a voté la Politique agricole commune (PAC) mais n'a pas validé le budget pluriannuel de l'UE et les neuf milliards octroyés aux agriculteurs français.

Le 18 avril 2023, Jordan Bardella a voté contre la création d'un Fonds social pour le climat, censé profiter aux ménages les plus vulnérables frappés par le changement climatique, et contre l'extension du marché carbone au transport routier et au chauffage des bâtiments.

Sur le front de l'« Europe sociale », il s'est opposé le 14 septembre 2022 à un texte qui renforce les salaires minimaux dans les pays de l'UE qui en disposent et encourage les négociations collectives. Il a aussi rejeté, le 14 juin 2023, les nouvelles règles visant à freiner l'exploitation de stagiaires dans les entreprises.

Sur les questions internationales, il a voté, le 28 février 2024, pour un amendement – finalement rejeté – qui s'inquiète de « *politiques de discrimination raciale inversée en Afrique du Sud* » et condamne les meurtres de fermiers blancs à l'occasion du vote d'un rapport annuel sur les droits humains,